

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

CASE CONCERNING THE
AERIAL INCIDENT OF 3 JULY 1988
(ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN v. UNITED STATES
OF AMERICA)

ORDER OF 22 FEBRUARY 1996

1996

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE DE L'INCIDENT AÉRIEN
DU 3 JUILLET 1988
(RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN c. ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE)

ORDONNANCE DU 22 FÉVRIER 1996

Official citation:

*Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran
v. United States of America), Order of 22 February 1996,
I.C.J. Reports 1996, p. 9*

Mode officiel de citation:

*Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran
c. Etats-Unis d'Amérique), ordonnance du 22 février 1996,
C.I.J. Recueil 1996, p. 9*

ISSN 0074-4441
ISBN 92-1-070737-0

Sales number
N° de vente:

674

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 1996

22 February 1996

**CASE CONCERNING THE
AERIAL INCIDENT OF 3 JULY 1988**

(ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN *v.* UNITED STATES
OF AMERICA)

ORDER

The President of the International Court of Justice,

Having regard to Article 48 of the Statute of the Court and to Article 88 of the Rules of Court,

Having regard to the Application filed by the Islamic Republic of Iran in the Registry of the Court on 17 May 1989 instituting proceedings against the United States of America in respect of a dispute concerning the interpretation and application of the 1944 Convention on International Civil Aviation and the 1971 Convention for the Suppression of Unlawful Acts Against the Safety of Civil Aviation, which arose from the destruction of an Iranian aircraft, and the killing of its 290 passengers and crew, on 3 July 1988,

Having regard to the notifications addressed, respectively, to the International Civil Aviation Organization, pursuant to Article 34, paragraph 3, of the Statute, and to the parties to the aforementioned Conventions, pursuant to Article 63, paragraph 1, of the Statute,

Having regard to the Order made by the Court on 13 December 1989 fixing 12 June 1990 as the time-limit for the filing of the Memorial of the Islamic Republic of Iran, and 10 December 1990 as the time-limit for the filing of the Counter-Memorial of the United States of America,

Having regard to the Order made by the President of the Court on 12 June 1990 extending to 24 July 1990 and 4 March 1991 the time-limits for the filing of the Memorial and the Counter-Memorial, respectively,

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 1996

22 février 1996

1996
22 février
Rôle général
n° 79AFFAIRE DE L'INCIDENT AÉRIEN
DU 3 JUILLET 1988(RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN c. ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE)

ORDONNANCE

Le Président de la Cour internationale de Justice,

Vu l'article 48 du Statut de la Cour et l'article 88 de son Règlement,

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 17 mai 1989 par laquelle la République islamique d'Iran a introduit une instance contre les Etats-Unis d'Amérique au sujet d'un différend concernant l'interprétation et l'application de la convention de 1944 relative à l'aviation civile internationale et de la convention de 1971 pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, différend qui a découlé de la destruction, le 3 juillet 1988, d'un avion iranien et de la mort de ses deux cent quatre-vingt-dix passagers et membres d'équipage,

Vu les notifications adressées, respectivement, à l'Organisation de l'aviation civile internationale, conformément au paragraphe 3 de l'article 34 du Statut, et aux parties aux conventions sus-indiquées, conformément au paragraphe 1 de l'article 63 du Statut,

Vu l'ordonnance du 13 décembre 1989 par laquelle la Cour a fixé au 12 juin 1990 la date d'expiration du délai pour le dépôt du mémoire de la République islamique d'Iran et au 10 décembre 1990 la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire des Etats-Unis d'Amérique,

Vu l'ordonnance du 12 juin 1990 par laquelle le Président de la Cour a reporté au 24 juillet 1990 et au 4 mars 1991 les dates d'expiration des délais pour le dépôt, respectivement, du mémoire et du contre-mémoire,

Having regard to the Memorial filed by the Islamic Republic of Iran and the preliminary objections to the jurisdiction of the Court filed by the United States of America, within those extended time-limits,

Having regard to the Order made by the Court on 9 April 1991 fixing 9 December 1991 as the time-limit within which the Islamic Republic of Iran might present a written statement of its observations and submissions on the preliminary objections raised by the United States of America,

Having regard to the Orders made by the President of the Court on 18 December 1991 and 5 June 1992 extending successively to 9 June and 9 September 1992 the time-limit within which the Islamic Republic of Iran might present such a written statement,

Having regard to the written statement of the observations and submissions of the Islamic Republic of Iran on the preliminary objections, filed within that extended time-limit,

Having regard to the written observations submitted by the International Civil Aviation Organization on 4 December 1992 within the time-limit fixed by the President of the Court for that purpose, pursuant to Article 69, paragraph 3, of the Rules of Court,

Having regard to the letter of 8 August 1994 by which the Agents of the two Parties jointly informed the Court that their Governments had "entered into negotiations that may lead to a full and final settlement of [the] case" and requested the Court "[to postpone] *sine die* the opening of the oral proceedings", for which it had fixed the date of 12 September 1994;

Whereas by a letter dated 22 February 1996, filed in the Registry on the same day, the Agents of the two Parties jointly notified the Court that their Governments had agreed to discontinue the case because they had entered into

"an agreement in full and final settlement of all disputes, differences, claims, counterclaims and matters directly or indirectly raised by or capable of arising out of, or directly or indirectly related to or connected with, this case",

Places on record the discontinuance, by agreement of the Parties, of the proceedings instituted on 17 May 1989 by the Islamic Republic of Iran against the United States of America; and

Directs that the case be removed from the list.

Done in English and in French, the English text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this twenty-second day of February, one thousand nine hundred and ninety-six, in three copies, one of which will

Vu le mémoire déposé par la République islamique d'Iran et les exceptions préliminaires à la compétence de la Cour présentées par les Etats-Unis d'Amérique dans les délais ainsi prorogés,

Vu l'ordonnance du 9 avril 1991 par laquelle la Cour a fixé au 9 décembre 1991 la date d'expiration du délai dans lequel la République islamique d'Iran pourrait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par les Etats-Unis d'Amérique,

Vu les ordonnances du 18 décembre 1991 et du 5 juin 1992 par lesquelles le Président de la Cour a reporté successivement au 9 juin et au 9 septembre 1992 la date d'expiration du délai dans lequel la République islamique d'Iran pourrait présenter un tel exposé écrit,

Vu l'exposé écrit contenant les observations et conclusions de la République islamique d'Iran sur les exceptions préliminaires, déposé dans le délai ainsi prorogé,

Vu les observations écrites présentées par l'Organisation de l'aviation civile internationale le 4 décembre 1992, dans le délai fixé à cet effet par le Président de la Cour conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du Règlement,

Vu la lettre du 8 août 1994 par laquelle les agents des deux Parties ont conjointement informé la Cour que leurs gouvernements avaient «entamé des négociations qui pourraient aboutir à un règlement total et définitif de [l']affaire» et l'ont priée de «renvoy[er] *sine die* l'ouverture de la procédure orale», dont elle avait fixé la date au 12 septembre 1994;

Considérant que, par une lettre datée du 22 février 1996 et déposée au Greffe le même jour, les agents des deux Parties ont conjointement notifié à la Cour que leurs gouvernements sont convenus de se désister de l'instance parce qu'ils sont parvenus

«à un arrangement amiable complet et définitif pour ce qui est de tous les différends, divergences de vues, demandes, demandes reconventionnelles et questions que suscite ou peut susciter, directement ou indirectement, la présente instance, ou qui sont directement ou indirectement liés ou associés à celle-ci»,

Prend acte du désistement, par accord des Parties, de l'instance introduite le 17 mai 1989 par la République islamique d'Iran contre les Etats-Unis d'Amérique;

Prescrit que l'affaire soit rayée du rôle.

Fait en anglais et en français, le texte anglais faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-deux février mil neuf cent quatre-vingt-seize, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et

be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the Islamic Republic of Iran and the Government of the United States of America, respectively.

(Signed) Mohammed BEDJAOUI,
President.

(Signed) Eduardo VALENCIA-OSPINA,
Registrar.

les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République islamique d'Iran et au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Le Président,

(Signé) Mohammed BEDJAOUI.

Le Greffier,

(Signé) Eduardo VALENCIA-OSPINA.
